

Thorvaldson, qui le méritait bien, d'avoir présenté la motion actuelle. Je le félicite maintenant de vouloir tirer d'un long sommeil le comité des affaires extérieures. J'emploie des mots différents mais, quant à nous, cela veut dire à peu près la même chose. Cet important comité a été inactif trop longtemps. Autant que je sache, il n'y a que mon ami, le sénateur Gouin, qui y ait prononcé des discours. N'étant pas membre de ce comité, peut-être ne suis-je pas au courant de tous ses travaux. A ma connaissance, cependant, nous n'avons reçu que très peu de choses de ce comité depuis longtemps sur cette très importante question.

Par ailleurs, il me semble que le sénateur Thorvaldson assume une tâche plutôt lourde, à titre de président, s'il cherche à réaliser le programme d'enquête, à faire rapport et, je suppose, à faire des recommandations comme son discours nous l'annonce. Mais je ne suis pas le seul à me réjouir de son initiative. Samedi dernier, le 8 mai, le *Globe and Mail* de Toronto, sous le titre «Étude utile», publiait un éditorial court, mais très dense. Le voici:

L'étude sur la situation du Canada au sein du Commonwealth que doit entreprendre le comité sénatorial permanent des relations extérieures devrait contribuer à nous faire mieux comprendre cette importante institution mondiale.

Même si on définit plus souvent le Commonwealth en fonction de ce qu'il n'est pas que d'après ce qu'il représente, il est indéniablement une association influente et constructive de nouveaux et d'anciens pays. Le Canada en est membre par tradition et, ce qui est plus important encore, par intérêt.

L'étude sénatoriale partira sans doute de cette prémisse et portera ensuite sur ce que le Canada peut faire pour resserrer les liens du Commonwealth.

Je suis persuadé que si l'étude, le rapport et les recommandations de ce comité tendent vers le but mentionné dans l'article du *Globe and Mail*: renforcer les relations du Commonwealth, tous les sénateurs les approuveront d'emblée.

J'ai été frappé par une observation du sénateur Thorvaldson—je regrette qu'il soit absent ce soir. Il a déclaré que, de l'avis de certains, ou en termes semblables, ce comité ne devrait pas s'enliser dans des généralités, mais s'attacher à l'étude de problèmes précis. Cela, dit-il, est exact; autrement, ses travaux deviendraient un exercice futile. Honorables

sénateurs, nous sommes tous d'accord là-dessus, je pense; si ses travaux consistent en banalités, ce sera, en effet, un exercice futile.

Quels sont ces problèmes du Commonwealth dont le sénateur a parlé? Il ne les a pas énumérés, et je ne pourrais pas le faire moi non plus. Quels sont les problèmes qui se posent à nous, que nous devrions étudier? Je ne devrais peut-être pas dire «nous», car je ne fais pas partie du comité.

D'abord, j'aimerais savoir ce qu'est le Commonwealth et quels pays en font partie. On nous a dit en Jamaïque, lorsque l'Association parlementaire du Commonwealth s'y est réunie, en novembre dernier, qu'il s'y trouvait des délégués de 66 parlements, que cela était loin de comprendre tous les parlements du Commonwealth, que ces 66 parlements se trouvent dans 38 États distincts et qu'ils représentent 750 millions de personnes. C'est beaucoup: cela fait environ le quart de la population mondiale. Par conséquent, le problème est vaste et le sénateur a certainement englobé suffisamment de territoire.

L'influence qu'un organisme de ce genre, quels que soient les principes dont il s'inspire, exercerait sur la pensée et la politique mondiales doit nécessairement être très profonde. J'aimerais connaître les fondements de cette association, ce qui nous amène à nous unir, ce qui nous tient ensemble, et ce que nous pourrions faire pour améliorer la bonne volonté parmi nous et peut-être augmenter ainsi le nombre de membres de l'association et, partant, son influence sur les affaires étrangères.

Le sénateur Thorvaldson a parlé de l'Afrique du Sud qui, selon lui, s'est retirée du Commonwealth à cause de préjugés raciaux. Ma foi, rien ne sert de ressasser de vieilles rengaines. Il est dommage que l'Afrique du Sud ait quitté le Commonwealth, mais pourquoi essayer de savoir qui est responsable dans tout cela? Pas un d'entre nous, je suppose, n'approuve la politique de l'Afrique du Sud envers sa population indigène, mais j'estime que nous aurions pu contribuer beaucoup plus à améliorer la situation en Afrique du Sud si celle-ci était demeurée au sein du Commonwealth. Nous ne pouvons plus rien maintenant que ce pays s'est séparé.

Comme je l'ai dit, il ne sert pas à grand-chose de ressasser de vieilles rengaines, mais il y aurait avantage à fixer les principes généraux en jeu, et à déterminer ce qu'il faut pour appartenir au Commonwealth britannique des nations. Si la discrimination raciale suffit à écarter l'Afrique du Sud de l'association, que dire d'autres États? Pour n'en mentionner qu'un, que dire du Ghana, avec son régime à parti unique et la suppression de